

ECRICOME PREPA ECS

Hist., géo., et géopo. du monde contemporain

505223

REAL DEL SARTE

JULES

18/03/2001

Note de délibération : 18 / 20

Correction 1 :

Appréciation : 8 pages. TB réflexion géopolitique. La méthode de la dissertation est appliquée à la règle, le propos est démonstratif, argumenté, illustré, référencé.

Numéro d'inscription

5 0 5 2 2 3

Né(e) le

18 / 03 / 2001

Signature



Nom

R E A L D E L S A R T E

Prénom(s)

J U L E S M A R I E B A U D O U I N

18 / 20



Épreuve : Histoire - Géographie et Géopolitique du MC

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 01 / 02

Commencez à l'adresse de la page

L'influence de la France en Europe : héritages et mutations contemporaines

En octobre 2019, la candidature de Sylvie Goulard au poste de commissaire à la concurrence qui était soutenue par la France a été rejetée par le Parlement européen. Même si par la suite, un autre candidat français a été choisi en la personne de Thierry Breton, ce refus a été vécu par le gouvernement français comme un véritable camouflet car il incarne la perte de l'influence française au sein de l'Union européenne, et plus généralement au sein de l'Europe. En effet la France qui historiquement est un pays pilier de l'Europe, moteur de la construction européenne, qui est capable d'exercer une influence, c'est-à-dire de faire valoir ses intérêts et d'imposer sa vision via ce qu'on appelle le "soft power" (Joseph Nye), n'est aujourd'hui plus capable de le faire comme il y a soixante ans ; car avec l'avènement de la mondialisation contemporaine dans les années 1980 et surtout avec la fin de la Guerre froide l'Europe qui était alors un tremplin pour l'influence française est devenue un "démultiplicateur de puissance" selon la formule de Jacques Chirac. Par conséquent, l'influence de la France en Europe, et ce que l'on parle de l'Union européenne ou du continent géographique, a connu une série de mutations traduisant dans l'ensemble son affaiblissement. Ainsi, nous pouvons nous poser la question suivante : la France, puissance européenne historique, a-t-elle encore les moyens d'exercer une influence sur un continent qui, face aux enjeux contemporains propres à la mondialisation, délaisse de plus en plus

la France au profit de nouveaux acteurs ?

Pour répondre à cette question, nous montrerons dans un premier temps que la France est historiquement un pays à l'influence considérable en Europe qui a su au cours du $\text{XX}^{\text{ème}}$ siècle faire valoir ses intérêts. Puis nous expliquerons en quoi l'avènement de la mondialisation contemporaine et la fin de la Guerre froide ont marqué le début du déclin de l'influence française. Enfin nous démontrerons que la France aujourd'hui repositionne son influence au sein de l'Europe, voire la détache.

* * *

En premier lieu, il convient de rappeler à quel point la France a exercé son influence en Europe au cours du $\text{XX}^{\text{ème}}$ siècle.

La France a tout d'abord été un pays initiateur puis moteur de la construction européenne. En effet, dès 1930, le premier ministre français Aristide Briand propose à la SDN un projet d'Union fédérale européenne ayant pour but de souder les grandes puissances européennes et d'éviter une nouvelle guerre destructrice, preuve de l'influence française à cette époque. Cependant, c'est la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences catastrophiques pour l'Europe qui amène la France à vouloir lancer la construction européenne, car cette dernière lui permet de créer une zone de paix et de prospérité économique dans laquelle elle peut faire valoir ses intérêts et donc exercer son influence. Ainsi dans son discours de l'Horloge du 9 mai 1950, Robert Schuman, l'un des pères fondateurs de l'Europe, expliquait que "L'Europe n'a pas été faite et nous avons eu la guerre", traduisant ainsi la nécessité pour tous de lancer la construction européenne. Par la

suite, la France a été moteur de la construction européenne. Le traité de l'Élysée signé en 1963 par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer illustre par exemple la volonté de renforcer le couple franco-allemand pilier de la construction européenne. De même, le sommet de La Haye de 1969 initié par Georges Pompidou relance la construction européenne qui était au point mort depuis les années 1960. Enfin, on peut citer la mise en place en 1986 de l'Acte unique par Jacques Delors qui donne une nouvelle dimension à la construction européenne, initiant la mise en place d'une zone de libre-échange où les hommes, les capitaux et les marchandises peuvent circuler librement. À cette occasion, Delors affirme que "si la France veut être grande, elle doit faire l'Europe", soulignant ainsi en quoi le fait que la France soit moteur dans la construction européenne lui permet d'accroître son influence à l'échelle du continent.

En parallèle de la construction européenne, la France a su faire valoir ses intérêts au sein de l'Europe. En outre, la France se retire du commandement armé de l'OTAN en 1966 sous l'impulsion de Charles de Gaulle qui refuse de renoncer à l'indépendance de son arsenal nucléaire. En effet, il est aisé de comprendre que le fait de posséder la bombe nucléaire est une source majeure d'influence pour la France car cela participe de la force de coercition diplomatique, et donc on peut y voir une volonté de la part de de Gaulle de préserver un vecteur d'influence pour la France en Europe, et même dans le monde en général. Mais la France fait surtout valoir ses intérêts au sein même de la construction européenne. Ainsi, en 1962, la France soutient la mise en place de la Politique Agricole Commune car la France est le pays européen avec la plus grande surface agricole utile qui couvre 75% de son territoire et donc la mise en place de mesures agricoles protectionnistes favorise avant tout l'agriculture française : ainsi la France devient le premier pays agricole en Europe, et effectue 60% de ses exportations au sein de la CEE (Communauté économique européenne fondée en 1969)

donc la France par la PAC renforce indéniablement son influence. Enfin, les années 1960 voient l'éclatement de la "crise de la chaise vide" car Charles de Gaulle qualifie de "colossale fumisterie" la volonté d'adopter le vote à la majorité qualifiée à la place du vote à l'unanimité, et finalement l'adoption du compromis du Luxembourg en 1966 donne raison à la France puisque le vote à l'unanimité est conservé pour les décisions les plus importantes.

Enfin, la France a surtout cherché à incarner un modèle à suivre pour l'Europe, traduisant là encore son influence. Le rejet en bloc de l'influence américaine sur la France initiée encore une fois par De Gaulle faisait partie de ce "modèle français" dont parle Pascal Gauchon, économiste français, qui se veut productiviste, défenseur des droits sociaux, et on a pu voir la traduction européenne de ce modèle dans la création des euro-régions comme Saarlorlux ou Région Basilemoise qui ont été initiées par la France, ce qui traduit bien l'affirmation du modèle français. Ainsi, la France a toujours insisté pour que la protection des travailleurs soit au cœur de la politique commune européenne, et là encore, cela montre l'influence française.

* * *

Toutefois, l'arrivée de la mondialisation et la fin de la Guerre froide ont marqué une rupture de l'influence française en Europe.

En effet, à partir des années 1990, l'Europe de l'Est que Vaclav Havel qualifiait d'"Occident kidnappé" sort du giron communiste et donc se pose la question de l'intégration des PECO dans la toute jeune Union européenne. Le problème est que ces pays n'ont pas la même conception de l'Europe que l'Europe de l'Ouest, pour eux, l'objectif est d'échapper à l'influence russe, d'où leur volonté d'intégrer l'OTAN. Donald Rumsfeld, secrétaire d'Etat américain qualifiait ainsi en 2004 ces Etats de l'Est de "jeune Europe" s'opposant à la "vieille Europe" arriérée dont fait partie la France. En fait, cette jeune Europe se sent beaucoup plus proche des Etats-Unis.

Numéro d'inscription

505223

Né(e) le

18/03/2001

Signature



Nom

REAL DELSARTE

Prénom(s)

JULES MARIE BAUDOUI N

18 / 20



Épreuve : Histoire - Géographie et Géopolitique du MC

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 02 / 02

Complétez la copie dès le premier page

que de pays comme la France qui ne partagent pas les mêmes conceptions de la géopolitique et du monde en général. Par exemple, en 2003, lorsque Dominique de Villepin décrivait la France comme "la gardienne d'un idéal" lors de son discours à l'ONU où il annonçait le refus de la France de participer à la guerre menée ^{par les États-Unis} en Irak, l'Europe de l'Est elle applaudissait la décision américaine. Conséquemment, la fin de la Guerre froide a mené à l'affaiblissement de l'influence française en Europe car l'Europe s'est élargie à des États refusant la vision de l'Europe de l'Ouest, et donc de la France. Par exemple, la Pologne a acheté en 2018 des F-16 produits par l'entreprise américaine Lockheed Martin, plutôt que des rafales françaises.

De plus, l'avènement de la mondialisation s'est accompagné d'une montée de l'euroscépticisme dû aux incertitudes inhérentes à la mondialisation. Déjà en 1992, lors du référendum mené par Mitterrand pour savoir si la France voulait rejoindre l'Union européenne, le Oui ne l'avait emporté qu'à 52% des voix. Mais l'exemple le plus flagrant de cet euroscépticisme reste le refus en 2005 du traité constitutionnel, marquant ainsi la fin de l'illusion d'une construction européenne unanimement partagée. Enfin, lors des dernières élections européennes de mai 2019, le Rassemblement national a récolté 26% des suffrages, faisant de lui le premier parti de la partie française du parlement européen. Cet euroscépticisme a clairement joué dans le déclin de l'influence française en Europe car il a renforcé ce sentiment que la France, dans le sens de la société française, ne veut plus exercer

5/8

d'influence en Europe et privilégie un recentrage sur les questions nationales. C'est notamment ce qu'affirme Thierry Chopin dans son ouvrage de 2008 Le bal des hypocrites lorsqu'il parle du contraste entre les élites technocratiques européennes et les populations désintéressées du projet européen, qui n'ont que faire de vouloir peser à l'échelle continentale si cela ne les aide pas à mieux vivre.

Enfin, d'autres acteurs extérieurs exercent aujourd'hui une influence en Europe indéniablement plus importante que la France. Nous avons déjà évoqué la question des États-Unis mais il est évident que c'est un acteur majeur en Europe, qui soutient par exemple à hauteur de 1.5 milliard de dollars l'initiative des trois mers visant à sécuriser les apports énergétiques des pays d'Europe de l'Est face à la Russie. La France le fait-elle ? Non. La Chine également investit en Europe, notamment dans les Balkans, où elle participe à la construction d'infrastructures de transports dans le cadre des nouvelles routes de la soie, mais aussi dans les pays d'Europe du Nord comme la Norvège, où elle investit dans les ports menant à l'Océan Arctique : par exemple, elle veut faire du petit port de Kirkenes le "prochain Singapour". La France effectue-t-elle des investissements du même type en Europe ? Non, car comme tous les pays de la zone euro, elle a subi la crise de 2009, et la concurrence des pays comme justement la Chine, qui sont aujourd'hui les vrais acteurs influents en Europe et qui ont les moyens et l'envie d'investir dans ce type d'infrastructures.

* * *

Néanmoins, il faut reconnaître que la France n'a pas tout perdu en terme d'influence, elle a surtout repensé sa manière d'influencer l'Europe.

C'est ainsi que l'un des principaux vecteurs d'influence de la France en Europe est aujourd'hui la volonté de créer une Europe de la défense.

Cette idée avait déjà été proposée par René Pleven en 1954 avec la CED mais elle avait rapidement été abandonnée. Or au sommet de Saint-Malo de 1998 entre Tony Blair et Jacques Chirac, cette volonté de "se doter d'une force européenne de défense efficace et autonome" avait été remise à l'ordre du jour, et au cours de l'année 2019, on a pu constater que le couple franco-allemand Macron / Merkel cherchait à créer cette Europe de la défense. En outre, lorsqu'Emmanuel Macron dans une interview accordée au Times le 5 novembre 2019 que l'OTAN était "en état de mort cérébrale", il sous-entendait qu'il était temps pour l'Europe et donc pour la France de délaisser l'OTAN et de créer une vraie armée européenne dans laquelle la France avait à nouveau un rôle à jouer.

De plus, la France retrouve une certaine influence au travers des partenariats économiques avec d'autres Etats européens, comme elle avait pu le faire en 1969 lors du projet Concorde mené conjointement avec le Royaume-Uni. Ainsi, on peut parler du projet Ariane, un projet français soutenu par l'UE qui a accru l'influence française en Europe puisque tout pays européen qui veut lancer un satellite utilise un lanceur Ariane. Le projet est toujours en vigueur, puisqu'Ariane 6 devrait sortir des chantiers français d'ici 2022, en même temps que les nouvelles fusées de Space X et de l'agence spatiale chinoise. De même, le projet Galileo de créer un système ou système concurrençant le GPS a aussi été vecteur d'influence pour la France.

Enfin, la France a retrouvé une certaine influence en Europe avec la crise du Brexit, qui lui a permis de mener les négociations et surtout de récupérer la place qu'occupait le Royaume-Uni en tant que grande puissance

dans l'UE. Comme l'explique Michel Foucault dans son ouvrage de 2019 L'Europe, un dessin, un destin, le Brexit est l'occasion pour les pays fondateurs de l'Europe de retrouver un projet qui les unit tous et sert les intérêts de chacun. La France peut donc gagner en influence avec le Brexit si elle poursuit son rôle moteur de la construction européenne. Par exemple, l'Europe fait front derrière la France sur la question des règles de pêche car le Brexit a rendu caduque la convention de Londres de 1964 qui autorisait la pêche française dans les eaux britanniques. Ce soutien est bien la preuve de ce qu'annonce Michel Foucault : La France a beaucoup à gagner dans le Brexit.

En définitive, il apparaît clair que la France ne peut aujourd'hui plus prétendre à exercer en Europe une influence aussi importante qu'il y a soixante ans, car non seulement d'autres acteurs extérieurs la supplantent, mais surtout elle n'a pas intérêt à exercer cette influence d'investissements en Europe. Elle doit plutôt au contraire privilégier la logique du partenariat et garder cette influence plus coercitive pour d'autres pays comme ceux du Moyen-Orient. Par exemple, en 2019, la France était le troisième exportateur mondial d'armes grâce à ses ventes de Rafale à l'Arabie Saoudite, et c'est une preuve que l'on collabore avec nos voisins et on vend aux autres.